



CHAPITRE 65

CHAPTER 65

Loi modifiant la charte de la ville de
Magog

An Act to amend the charter of the town
of Magog

[Sanctionnée le 11 mars 1948]

[Assented to, the 11th of March, 1948]

Préam-
bule.

ATTE^ND^U que la ville de Magog a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 1 Édouard VIII, chapitre 7, modifiée par les lois 2 George VI, chapitre 114 et 9 George VI, chapitre 84, soit de nouveau modifiée afin de lui donner de plus amples pouvoirs; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1945,
c. 84, a. 1.
ab.

1. L'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 84, est abrogé.

S.R.,
c. 233,
a. 49,
remp.
pour la
ville.

2. L'article 49 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la ville par l'article 12 de la loi 1 Édouard VIII, chapitre 7, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Échevins.

"49. Les échevins, pour chacun des six sièges séparément et numérotés de un à six inclusivement, sont élus pour deux ans par la majorité des électeurs municipaux du quartier qui ont voté. Cependant, des échevins qui seront élus en 1950, trois ne le seront que pour un an, soit les

WHEREAS the town of Magog has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and it is necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 Edward VIII, chapter 7, amended by the acts 2 George VI, chapter 114 and 9 George VI, chapter 84, be again amended to grant it additional powers; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 9 George VI, chapter 84, is repealed.

1945,
c. 84, s. 1,
repealed,

2. Section 49 of the Cities and Towns Act, as replaced for the town by section 12 of the act 1 Edward VIII, chapter 7, is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 49, re-
placed,
for town.

"49. The aldermen, for each of the six seats separately and numbered from one to six inclusively, shall be elected for two years, by the majority of the municipal electors of the ward who have voted. Nevertheless, out of the aldermen who shall be elected in 1950, three shall be

Aldermen.

échevins des quartiers numérotés 2, 4 et 6."

elected for one year only, that is, the aldermen of wards numbered 2, 4 and 6."

1936 (1),
c. 7, a. 13,
ab. **3.** L'article 13 de la loi 1 Edouard VIII, chapitre 7, est abrogé.

3. Section 13 of the act 1 Edward VIII, chapter 7, is repealed. 1936 (1),
c. 7, s. 13,
repealed.

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
ville. **4.** L'article 64 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 39, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

4. Section 64 of the Cities and Towns Act, amended by section 1 of the act 8 George VI, chapter 39, is replaced, for the town, by the following: R. S.,
c. 233,
s. 64, re-
placed
for town.

Frais de
représen-
tation.

"**64.** Le maire reçoit annuellement, à titre de frais de représentation, une somme de cinq cents dollars. Chacun des échevins reçoit annuellement, à titre de frais de représentation, une somme de trois cents dollars. Le présent article aura effet à compter du 1er février 1948."

"**64.** The mayor shall receive yearly, as official entertainment expenses, a sum of five hundred dollars. Each alderman shall receive yearly, as official entertainment expenses, a sum of three hundred dollars. This section shall have effect as from the first of February 1948." Entertainment
expenses.

S.R.,
c. 233,
a. 123,
remp.
pour la
ville. **5.** L'article 123 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la ville, par l'article 18 de la loi 1 Édouard VIII, chapitre 7, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

5. Section 123 of the Cities and Towns Act as replaced, for the town, by section 18 of the act 1 Edward VIII, chapter 7, is again replaced, for the town, by the following: R.S.,
c. 233,
s. 123, re-
placed
for town.

Personnes
inhabiles:

"**123.** Ne peuvent être mis en nomination pour les charges de maire ou d'échevin, ni être élus à ces charges, ni être nommés aux autres charges municipales, ni les occuper:

"**123.** None of the following persons may be nominated or elected mayor or alderman, nor be appointed to nor hold any other municipal office: Disquali-
fications:

Aubains; 1° Les aubains;
Mineurs; 2° Les mineurs;
Religieux; 3° Les personnes dans les ordres sacrés et les ministres de toute croyance religieuse;

1. Aliens; Aliens;
2. Minors; Minors;
3. Persons in holy orders, and the ministers of any religious denomination; Clergy;

Ministres; 4° Les membres du conseil privé;
Juges; 5° Les juges ou magistrats, recevant des émoluments des gouvernements fédéral ou provincial, ou de la municipalité;

4. Members of the Privy Council; Ministers;
5. The judges or magistrates receiving emoluments from the federal or provincial government or from the municipality; Judges;

Officiers; 6° Les officiers en pleine paye de l'armée ou de la marine de Sa Majesté;

6. Officers on full pay of His Majesty's army or navy; Officers;

Hôteliers,
etc.; 7° Les taverniers, hôteliers, restaurateurs et ceux qui ont agi comme tels dans la municipalité au cours des douze mois précédents;

7. Keepers of taverns, hotels and restaurants, and persons who have acted as such within the municipality during the preceding twelve months; Hotel-keepers,
etc.;

Résiden-
ce; 8° Quiconque n'a pas sa résidence dans la municipalité depuis au moins les douze mois précédant l'élection ou la nomination, lorsqu'il s'agit des charges de maire ou d'échevin;

8. Whosoever has had no residence in the municipality for at least twelve months previous to the election or nomination, whenever the office of mayor or alderman is concerned; Residen-
ce;

Contrats
avec la
municipa-
lité; 9° Quiconque a, directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat avec la municipalité. Le mot "contrat" employé dans le présent

9. Whosoever has, directly or indirectly, by himself or his partner, any contract with the municipality. The word "contract", in this section, does not apply to Contracts
with
municipa-
lity.

article, ne s'étend pas au bail, ni à la vente ou à l'achat de terrains, ni à un emprunt d'argent, ni à une convention se rapportant à un de ces actes.

Toutefois, un actionnaire dans une compagnie légalement constituée, qui a un contrat ou une convention avec la municipalité, ou qui reçoit une subvention ou un octroi n'est pas inhabile à agir comme membre du conseil, mais il est censé intéressé, s'il s'agit de débattre en conseil ou dans une commission du conseil quelque mesure concernant cette compagnie;

Illettrés; 10° Quiconque ne sait ni lire ni écrire couramment; il n'est pas suffisant de savoir lire l'imprimé ou d'écrire son nom ou même de savoir les deux;

Acte criminel; 11° Toute personne trouvée coupable de trahison ou d'une offense criminelle passible de deux années d'emprisonnement ou plus;

Cautions; 12° Lorsqu'il s'agit des charges de maire ou d'échevins, les personnes qui sont responsables des deniers de la municipalité, ou qui sont cautions pour un employé du conseil, ou qui reçoivent des deniers ou autres considérations de la municipalité pour leurs services;

Débiteurs, 13° Quiconque n'a pas payé toutes ses redevances municipales, exception faite des sommes à parfaire par suite d'erreur ou d'omission involontaire."

S.R., c. 233, a. 428, am. pour la ville. 6. L'article 428 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 57 et par l'article 6 de la loi 11 George VI, chapitre 59 et modifié pour la ville par l'article 26 de la loi 1 Édouard VIII, chapitre 7, est de nouveau modifié, pour la ville, en y ajoutant après le paragraphe 11°, le suivant:

Révocation, etc. de licence. "12° Pour autoriser le conseil à suspendre ou révoquer ces licences en aucun temps. La ville devra alors remettre la partie de la licence correspondant au temps que ledit permis a été suspendu ou pour le temps qui reste à courir."

S.R., c. 233, a. 526a, remp. 7. L'article 526a de la Loi des cités et villes, ajouté, pour la ville, par l'article 32 de la loi 1 Édouard VIII, chapitre 7, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

the lease, sale or purchase of land, nor to a loan of money, nor to any agreement connected with such acts.

Nevertheless, a shareholder in an incorporated company which has any contract or agreement with the municipality or which receives any grant or subsidy therefrom, shall not be disqualified from acting as a member of the council; but he shall be deemed to be interested if any discussion should arise before the council or a committee with reference to any measure relating to such company;

10. Whosoever cannot read or write fluently, even though he can read print or write his name or do both; Illiteracy;

11. Any person convicted of treason or of any criminal offence punishable by imprisonment for at least two years; Crime;

12. Whenever the office of mayor or alderman is in question, any persons who are responsible for moneys belonging to the municipality, or who are sureties for any employee of the council, or who receive any pecuniary allowance or other consideration from the municipality for their services; Sureties;

13. Whosoever has not paid all his municipal dues, with the exception of such amounts as remain to be paid owing to involuntary error or omission." Debtors.

6. Section 428 of the Cities and Towns Act amended by section 2 of the act 6 George VI, chapter 57 and by section 6 of the act 11 George VI, chapter 59 and amended for the town by section 26 of the act 1 Edward VIII, chapter 7, is again amended for the town by adding, after paragraph 11, the following: R.S., c. 233, s. 428, am. for town.

"12. To authorize the council to suspend or cancel at any time such licences. The town shall remit then that part of the licence corresponding to the time during which the said licence has been suspended or for such time as it still has to run." Cancellation, etc. of licences.

7. Section 526a of the Cities and Towns Act, added, for the town, by section 32 of the act 1 Edward VIII, chapter 7, is replaced, for the town, by the following: R.S., c. 233, s. 526a, replaced.

- Taxation. **"526a.** Le conseil de la ville peut, par règlement, imposer et prélever, en sus de toutes autres taxes, toutes et chacune des taxes suivantes:
- Taxe d'affaires. *a)* Une taxe dite "taxe d'affaires" sur tous commerces, manufactures, occupations, affaires, arts, professions ou moyens de profit ou d'existence, qui sont maintenant ou qui seront après exercés, pratiqués ou mis en opération par toutes personnes ou compagnies dans la ville, pourvu que cette taxe d'affaires n'excède pas dix pour cent de la valeur annuelle des lieux où se font ou s'exercent respectivement ces commerces, manufactures, occupations, affaires, arts, professions ou moyens de profit ou d'existence; ladite valeur devant être établi par les évaluateurs municipaux. Ce paragraphe ne s'applique pas aux ventes judiciaires ni aux personnes ou corporations ou compagnies payant certains droits annuels ou taxes, ou licences, ou permis, si elles sont déjà affectées par l'article 526;
- Colporteurs, etc. *b)* Une taxe spéciale n'excédant pas deux cents dollars sur tout colporteur, marchand ambulant et aussi sur toutes autres personnes qui viendront temporairement dans la ville disposer de quelques fonds de faillite ou fonds de commerce, effets ou marchandises, par encan ou vente privée; cette taxe est immédiatement exigible de ces personnes à demande et, à défaut de paiement, elle pourra être recouvrée sans délai, par action accompagnée de saisie devant la Cour de magistrat, le tout sans préjudice du droit d'imposer, en plus, les taxes prévues pour le genre de commerce qui les concerne;
- Distributeurs automatiques. *c)* Une taxe ou licence n'excédant pas vingt-cinq dollars pour chaque distributeur automatique, sur toute personne, corporation ou société, possédant ou exploitant, de quelque manière que ce soit, tout distributeur automatique autorisé par la loi fédérale et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou jetons, et servant exclusivement à la vente d'une marchandise quelconque et d'une valeur marchande généralement reconnue; et pour tout autre distributeur automatique, jeu mécanique, phonographe, autorisés par la loi fédérale et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, une taxe ou licence n'excédant pas cent dollars
- Taxation. **"526a.** The town council may, by law, impose and levy, in addition to all other taxes, all or any of the following taxes:
- Business tax. *a.* A tax called "business tax" on all trades, manufactures, occupations, businesses, arts, professions or means of profit or livelihood, which now are or may hereafter be exercised, practised or put into operation by any person or company in the town, provided that such business tax do not exceed ten per cent of the annual value of the premises where such trades, manufactures, occupations, businesses, arts, professions or means of profit or livelihood are done or carried on; such value to be established by the municipal assessors. This paragraph shall not apply to judicial sales nor to persons or corporations or companies paying certain annual dues, or taxes, or licenses, or permits, if they are already affected by section 526;
- Peddlers, etc. *b.* A special tax of not more than two hundred dollars on every peddler, on every itinerant merchant, and on every other person who comes into the town temporarily to dispose of a bankrupt stock or stock-in-trade, effects or merchandise, by auction or private sale; such tax shall be exigible forthwith from such persons on demand, and, in default of immediate payment, may be recovered without delay, by suit with seizure before the Magistrate's Court, without prejudice to the right to impose, in addition, the taxes provided for the kind of business in question;
- Automatic distributors. *c.* A tax or licence not exceeding twenty-five dollars for each slot-machine, on every person, corporation or partnership, possessing or operating in any manner whatsoever any slot-machine authorized by Federal law, operated by means of a coin or a counter and used exclusively for the sale of any merchandise having a generally recognized market-value; and for any other slot-machine or mechanical game or phonograph, authorized by Federal law and operated by means of a coin or counter, a license not exceeding one hundred dollars for each slot-machine or mechanical game or phonograph. This section shall not apply to automatic weigh-

pour chaque distributeur automatique, jeu mécanique ou phonographe. Le présent article ne s'applique pas aux balances automatiques, aux appareils téléphoniques, ainsi qu'aux appareils de vente distributeurs de liqueurs douces." ing-machines, telephonic apparatus and soft drink automatic distributors."

Entrée en vigueur. **S.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

S. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.